

Gelet op verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, D.241, D.242 en D.249;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. In artikel 5, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw, wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd :

“Voor de verbintenissen die ingaan op 1 januari 2015 kan de landbouwer evenwel zijn steunaanvraag tot en met uiterlijk 30 november 2014 indienen.”.

§ 2. In artikel 6, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd:

“Voor de verbintenissen die ingaan op 1 januari 2015 kan de landbouwer evenwel zijn steunaanvraag tot en met uiterlijk 30 november 2014 indienen.”.

**Art. 2.** De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 23 oktober 2014.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/206626]

### 23 OCTOBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes tel que modifié à l'article 2 par le décret du 17 janvier 2008, aux articles 6, 10, 11, 11bis, 11ter, 12, 12bis, 12ter et 12quater par le décret du 19 septembre 2013, aux articles 13 et 14 par le décret du 22 mars 2007, aux articles 15 et 17bis par le décret du 28 novembre 2013, à l'article 16 par le décret du 30 septembre 2009, aux articles 18bis, 19 et 20bis du 10 décembre 2009;

Vu le décret du 11 décembre 2013 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014, notamment les articles 40 et 41;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 octobre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 octobre 2014;

Vu l'avis n° 56.724/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 octobre 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport du 23 octobre 2014 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'urgence;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'exécuter en 2014 le dispositif budgétaire visé aux articles 37 à 44 du décret du 11 décembre 2013 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014;

- que l'article 40 du décret du 11 décembre 2013 précité prévoit que tout redevable de la taxe sur les mâts, pylônes et antennes est tenu de déposer chaque année auprès de l'organe de taxation établi par le Gouvernement wallon, une déclaration établissant le nombre de sites installés, exploités, seul ou de manière partagée, par commune;

- que l'article 41 du décret du 11 décembre 2013 précité s'en réfère au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes et à ses arrêtés d'exécution pour la déclaration, la procédure de taxation, les délais d'imposition et d'exigibilité, le recouvrement et les voies de recours;

- que les redevables doivent disposer sans délai des informations réglementaires relatives à la déclaration de la taxe sur les mâts, pylônes et antennes et qu'il y a lieu d'arrêter, conformément à l'article 6 du décret du 6 mai 1999 précité, le modèle de déclaration à faire par le redevable visé à l'article 40 du décret du 11 décembre 2013 précité;

- qu'en exécution de l'article 7 du décret du 6 mai 1999 précité, la déclaration est remplie conformément aux indications qui y figurent, certifiée, exacte, datée et signée et doit être renvoyée ou remise au service intéressé dans le délai y indiqué;

- qu'il est accordé au redevable un délai de réponse de quinze jours à dater de l'envoi de la déclaration par l'administration fiscale wallonne;
- que la taxe sur les mâts, pylônes et antennes est recouvrée par voie de rôle telle que prévue à l'article 17bis du décret du 6 mai 1999 précité;
- que la taxe sur les mâts, pylônes et antennes doit être acquittée au plus tard dans les deux mois suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle conformément à l'article 23 du décret du 6 mai 1999 précité;
- qu'en conséquence, à défaut d'adoption de cet arrêté, le budget de la Région sera amputé d'une recette importante;
- que le présent arrêté doit dès lors être pris dans l'urgence;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie et du Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009, est complété par un 4<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 4<sup>o</sup> pour l'application de la taxe sur les mâts, pylônes ou antennes affectés à la réalisation, directement avec le public, d'une opération mobile de télécommunications par l'opérateur d'un réseau public de télécommunications, les fonctionnaires du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie. ».

**Art. 2.** L'article 4 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mars 2012 et complété par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2013, est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le modèle de déclaration visé à l'article 41 du décret du 11 décembre 2013 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014 et relatif à la taxe sur les mâts, pylônes ou antennes est annexé au présent arrêté.

Le Ministre du Budget est habilité par le Gouvernement wallon à modifier ce modèle par arrêté ministériel. ».

**Art. 3.** L'article 5 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009, est complété par un 4<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 4<sup>o</sup> pour l'application de la taxe sur mâts, pylônes ou antennes, le Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie. ».

**Art. 4.** L'article 6 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2013, est complété par un 7<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 7<sup>o</sup> pour l'application de la taxe sur les mâts, pylônes ou antennes, la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie. ».

**Art. 5.** L'article 7 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 22 décembre 2009 et 19 mai 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Les rôles visés à l'article 17bis, § 2, du décret sont formés et rendus exécutoires, conformément à l'article 18 du même décret, par le fonctionnaire de niveau A responsable du Département chargé de l'établissement de la taxe concernée au sein de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne les taxes sur les déchets, les rôles sont formés par l'inspecteur général du Département du sol et des déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie et rendus exécutoires par le fonctionnaire de niveau A responsable de l'établissement des taxes du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui. ».

**Art. 6.** L'article 8 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2013, est complété par un 6<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 6<sup>o</sup> pour l'application de la taxe sur les mâts, pylônes ou antennes, la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie. ».

**Art. 7.** L'article 9 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2013, est complété par un 6<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 6<sup>o</sup> pour l'application de la taxe sur les mâts, pylônes ou antennes, le directeur du Contentieux de la fiscalité immobilière et environnementale du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui. ».

**Art. 8.** L'article 23 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2010, est complété par un cinquième tiret, rédigé comme suit :

« - pour l'application de la taxe sur les mâts, pylônes ou antennes, le directeur du Contentieux de la fiscalité immobilière et environnementale du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui. ».

**Art. 9.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe qui est jointe en annexe au présent arrêté.

**Art. 10.** Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 octobre 2014.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,  
P. FURLAN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
C. LACROIX

Annexe

**Déclaration annuelle à la taxe sur les mâts, pylônes et antennes**

La déclaration dûment complétée, certifiée exacte, datée et signée doit parvenir au service indiqué ci-dessus dans les quinze jours de la date d'envoi de la présente.

Base décrétole :

Décret du 11 décembre 2013 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année 2014

Décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

Cadre réservé à l'administration

Période imposable :

Exercice d'imposition :

Date d'envoi de la déclaration :

Date de réception :

**I.** Nombre total de sites exploités sur le territoire de la Région wallonne par l'opérateur au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

è

L'opérateur est tenu de fournir, en annexe, la liste des sites exploités en reprenant : la commune, son code postal, l'adresse ou les coordonnées du site.

**II.** Identification de l'opérateur des mâts, pylônes ou antennes :

Nom ou raison sociale :

Rue et numéro :

Code postal :

Commune :

Tél :

Fax/

N° d'entreprise ou TVA :

Je soussigné(e) ..... certifie que la présente déclaration, en ce compris les documents transmis en annexe, est exacte.

Fait à ..... le (date) .....

Nom, qualité et signature du (de la) déclarant(e).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

Namur, le 23 octobre 2014.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/206626]

**23. OKTOBER 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, abgeändert in Artikel 2 durch das Dekret vom 17. Januar 2008, in Artikel 6, 10, 11, 11*bis*, 11*ter*, 12, 12*bis*, 12*ter* und 12*quater* durch das Dekret vom 19. September 2013, in Artikel 13 und 14 durch das Dekret vom 22. März 2007, in Artikel 15 und 17*bis* durch das Dekret vom 28. November 2013, in Artikel 16 durch das Dekret vom 30. September 2009, in Artikel 18*bis*, 19 und 20*bis* durch das Dekret vom 10. Dezember 2009;

Aufgrund des Dekrets vom 11. Dezember 2013 zur Festlegung des Einnahmenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2014, insbesondere der Artikel 40 und 41;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben;

Aufgrund des am 6. Oktober 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. Oktober 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 15. Oktober 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 56.724/2;

Aufgrund des Berichts vom 23. Oktober 2014, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2<sup>o</sup> des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung,

- dass die in den Artikeln 37 bis 44 des Dekrets vom 11. Dezember 2013 zur Festlegung des Einnahmenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2014 genannte Haushaltsregelung im Jahre 2014 umzusetzen ist;

- dass in Artikel 40 des vorgenannten Dekrets vom 11. Dezember 2013 vorgesehen wird, dass jeder Schuldner der Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen verpflichtet ist, jedes Jahr bei dem von der Wallonischen Regierung eingerichteten Besteuerungsorgan eine Erklärung abzugeben, in der die Anzahl installierter, allein oder geteilt betriebener Standorte je Gemeinde gemeldet wird;

- dass in Artikel 41 des vorgenannten Dekrets vom 11. Dezember 2013 auf das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben und seine Durchführungserlasse hingewiesen wird, was die Erklärung, das Besteuerungsverfahren, die Veranlagungs- und Zahlungsfristen, die Beitreibung und Einspruchsmöglichkeiten betrifft;

- dass die Steuerpflichtigen unverzüglich über die verordnungsrechtlichen Informationen betreffend die Erklärung zur Steuer auf Masten, Gittermasten und Antennen verfügen müssen, und dass das betreffende Erklärungsmuster, das vom in Artikel 40 des vorgenannten Dekrets vom 11. Dezember 2013 genannten Steuerpflichtigen ausgefüllt werden muss, gemäß Artikel 6 des vorgenannten Dekrets vom 6. Mai 1999 festzusetzen ist;

- dass die Erklärung in Ausführung von Artikel 7 des Dekrets vom 6. Mai 1999 unter Einhaltung der dort angegebenen Hinweise ausgefüllt, für richtig bescheinigt, mit dem Datum versehen und unterzeichnet wird, und binnen der dort angegebenen Frist der betreffenden Dienststelle zurück zu senden oder zu übergeben ist;

- dass dem Steuerpflichtigen eine Beantwortungsfrist von fünfzehn Tagen ab dem Versand der Erklärung durch die Wallonische Steuerverwaltung gewährt wird;

- dass die Steuer auf Masten, Gittermasten und Antennen durch Veranlagung erhoben wird, wie in Artikel 17*bis* des vorgenannten Dekrets vom 6. Mai 1999 vorgesehen;

- dass die Steuer auf Masten, Gittermasten und Antennen spätestens binnen zwei Monaten nach dem Datum der Einsendung des Steuerbescheids zu entrichten ist, in Übereinstimmung mit Artikel 23 des vorgenannten Dekrets vom 6. Mai 1999;

- dass dem Haushalt der Region folglich eine wichtige Einnahmequelle fehlen wird, falls dieser Erlass nicht angenommen wird;

- dass vorliegender Erlass daher dringend zu verabschieden ist;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie und des Ministers für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009, wird durch eine Ziffer 4<sup>o</sup> mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4<sup>o</sup> für die Anwendung der Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen, die für die Durchführung, direkt mit der Öffentlichkeit, eines mobilen Telekommunikationsvorgangs durch den Operator eines öffentlichen Telekommunikationsnetzes bestimmt sind, die Beamten der Abteilung der Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie."

**Art. 2** - Artikel 4 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. März 2012 und ergänzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2013, wird durch einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Das in Artikel 41 des Dekrets vom 11. Dezember 2013 zur Festlegung des Einnahmenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2014 genannte Erklärungsmuster betreffend die Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen wird vorliegendem Erlass als Anlage beigefügt."

Der Minister für Haushalt wird von der Wallonischen Regierung dazu ermächtigt, dieses Muster durch Ministerialerlass abzuändern."

**Art. 3** - Artikel 5 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009, wird durch eine Ziffer 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° für die Anwendung der Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen, die Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie."

**Art. 4** - Artikel 6 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2013, wird durch eine Ziffer 7° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"7° für die Anwendung der Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen, die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie."

**Art. 5** - Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009 und 19. Mai 2010, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 7 - Die in Art. 17bis, § 2 des Dekrets genannten Heberollen werden gemäß Artikel 18 desselben Dekrets durch den Generalinspektor der Abteilung Boden und Abfälle der Operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie gebildet und durch den Beamten der Stufe A der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie mit der Festlegung der betreffenden Steuer beauftragt wird, oder durch den Beamten, der diese Funktion ausübt, oder den von ihm bevollmächtigten Beamten.

In Abweichung von Absatz 1 und was die Abgaben für Abfälle betrifft, werden die Heberollen durch den Generalinspektor der Abteilung Boden und Abfälle der Operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie gebildet und durch den Beamten der Stufe A der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, der für die Festlegung der Steuern verantwortlich ist, oder den Beamten, der diese Funktion ausübt, oder den von ihm bevollmächtigten Beamten für vollstreckbar erklärt."

**Art. 6** - Artikel 8 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2013, wird durch eine Ziffer 6° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° für die Anwendung der Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen, die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie."

**Art. 7** - Artikel 9 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2013, wird durch eine Ziffer 6° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° für die Anwendung der Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen, der Direktor der Direktion der Streitsachen der Immobilien- und Umweltbesteuerung der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm bevollmächtigte Beamte."

**Art. 8** - Artikel 23 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2010, wird durch einen fünften Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° - für die Anwendung der Steuer auf Masten, Gittermasten oder Antennen, der Direktor der Direktion der Streitsachen der Immobilien- und Umweltbesteuerung der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm bevollmächtigte Beamte."

**Art. 9** - In denselben Erlass wird eine Anlage eingefügt, die vorliegendem Erlass in der Anlage beigefügt wird.

**Art. 10** - Der Minister für Haushalt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Oktober 2014

Der Minister-Präsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie  
P. FURLAN

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung  
C. LACROIX

#### Anlage

##### Jährliche Erklärung zur Steuer auf Masten, Gittermasten und Antennen

Die ordnungsgemäß ausgefüllte, für richtig bescheinigte, datierte und unterzeichnete Erklärung muss binnen fünfzehn Tagen nach dem Datum der Einsendung vorliegenden Schreibens bei der oben genannten Dienststelle eingehen.

##### Dekretgrundlage:

Dekret vom 11. Dezember 2013 zur Festlegung des Einnahmenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2014

Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Der Verwaltung vorbehaltenes Feld

Besteuerungszeitraum:

Steuerjahr:

Versanddatum der Erklärung:

Empfangsdatum:

I. Gesamtanzahl der Standorte, die der Betreiber am 1. Januar des Steuerjahres in der Wallonischen Region benutzt.

è

Der Betreiber ist verpflichtet, die Liste der benutzten Standorte in einer Anlage beizufügen, unter Angabe der Gemeinde, der Postleitzahl, der Anschrift oder der Koordinaten des Standorts.

**II. Identifizierung des Betreibers der Masten, Gittermasten oder Antennen:**

Name oder Gesellschaftsbezeichnung:

Straße und Hausnummer:

Postleitzahl:

Gemeinde:

Tel.:

Fax:

Unternehmens- oder MwSt-Nr.:

Der (Die) Unterzeichnete ..... erklärt hiermit, dass die vorliegende Erklärung, einschließlich der als Anlage beigefügten Unterlagen, ehrlich und richtig ist.

Geschehen ..... zu den .....  
Name, Eigenschaft und Unterschrift des / der Erklärungspflichtigen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Oktober 2014

Der Minister-Präsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie  
P. FURLAN

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung  
C. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/206626]

**23 OKTOBER 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, zoals gewijzigd in artikel 2 bij het decreet van 17 januari 2008, in de artikelen 6, 10, 11, 11bis, 11ter, 12, 12bis, 12ter en 12quater bij het decreet van 19 september 2013, in de artikelen 13 en 14 bij het decreet van 22 maart 2007, in de artikelen 15 en 17bis bij het decreet van 28 november 2013, in artikel 16 bij het decreet van 30 september 2009, in de artikelen 18bis, 19 en 20bis van het decreet van 10 december 2009;

Gelet op het decreet van 11 december 2013 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2014, inzonderheid op de artikelen 40 en 41;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 oktober 2014;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 oktober 2014;

Gelet op advies nr. 56.724/2 van de Raad van State, gegeven op 15 oktober 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het verslag van 23 oktober 2014, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende :

- dat de begrotingsregeling bedoeld in de artikelen 37 tot 44 van het decreet van 11 december 2013 houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2014 uitgevoerd moet worden;

- dat artikel 40 van voornoemd decreet van 11 december 2013 bepaalt dat elke belastingplichtige inzake de belasting op masten, pylonen en antennes moet jaarlijks aangifte doen bij het belastingsorgaan opgericht door de Waalse Regering, van het aantal sites die per gemeente alleen of gezamenlijk worden ingericht of gebruikt;

- dat artikel 41 van voornoemd decreet van 11 december 2003 verwijst naar het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen en de uitvoeringsbesluiten ervan voor de aangifte, de vestigingsprocedure, de belastingtermijnen, de eisbaarheidstermijnen, de inning en de beroepsmiddelen;

- dat de belastingplichtigen onverwijld over de reglementaire informatie moet beschikken betreffende de aangifte in de belasting op de masten, pylonen en antennes en dat het aangiftemodel overeenkomstig artikel 6 van voornoemd decreet van 6 mei 1999 vastgelegd moet worden voor de belastingplichtige zoals bedoeld in artikel 40 van voornoemd decreet van 11 december 2013;

- dat de aangifte, ter uitvoering van artikel 7 van voornoemd decreet van 6 mei 1999, ingevuld moet worden overeenkomstig de daarin opgenomen aanwijzingen, voor echt verklaard, gedagtekend en ondertekend moeten worden en binnen de daarin vermelde termijn teruggestuurd of overhandigd moeten worden aan belanghebbende dienst;

- dat de belastingplichtige een beantwoordingstermijn van vijftien dagen krijgt te rekenen van het versturen van de aangifte door de Waalse belastingadministratie;

- dat de belasting op de masten, pylonen en antennes bij middel van kohieren geïnd moet worden zoals bepaald in artikel 17bis van voornoemd decreet van 6 mei 1999;

- dat de belasting op de masten, pylonen en antennes uiterlijk binnen de twee maanden volgend op de datum van versturen van de aanslagbrief overeenkomstig artikel 23 van voornoemd decreet van 6 mei 1999 betaald moet worden;

- dat de begroting van het Gewest bijgevolg, mocht dit besluit niet aangenomen worden, een aanzienlijk bedrag aan ontvangstenzijde zou moeten missen;

- dat dit besluit bijgevolg dringend aangenomen moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie en van de Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2009, wordt aangevuld met een paragraaf 4°, luidend als volgt :

"4° voor de toepassing van de belasting op de masten, pylonen of antennes die gebruikt worden voor de rechtstreekse mobiele telecommunicatieverbinding met het publiek door de operator van een openbaar telecommunicatienet, de ambtenaren van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst."

**Art. 2.** Artikel 4 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 maart 2012 en aangevuld bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2013, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

" § 4. Het aangiftemodel bedoeld in artikel 41 van het decreet van 11 december 2013 houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2014 en betreffende de belasting op de masten, pylonen of antennes wordt bij dit besluit gevoegd.

De Minister van Begroting wordt door de Waalse Regering gemachtigd om dat model bij ministerieel besluit te wijzigen."

**Art. 3.** Artikel 5 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009, wordt aangevuld met een 4°, luidend als volgt:

4° voor de toepassing van de belasting op de masten, pylonen of antennes, het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst."

**Art. 4.** Artikel 6 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2013, wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt :

7° voor de toepassing van de belasting op de masten, pylonen of antennes, het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst."

**Art. 5.** Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 december 2009 en 19 mei 2010, wordt vervangen als volgt :

"Art. 7. De in artikel 17bis, § 2, van het decreet bedoelde kohieren worden overeenkomstig artikel 18 van hetzelfde decreet opgesteld en uitvoerbaar verklaard door de verantwoordelijke ambtenaar van niveau A van het Departement belast met de vestiging van bedoelde belasting binnen het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigde ambtenaar.

In afwijking van lid 1 worden de kohieren opgesteld door de inspecteur-generaal van het Departement Bodembeheer en Afvalstoffen van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst en uitvoerbaar verklaard door de verantwoordelijke ambtenaar van niveau A van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigde ambtenaar, wat betreft de belasting op de afvalstoffen."

**Art. 6.** Artikel 8 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2013, wordt aangevuld met een 6°, luidend als volgt :

6° voor de toepassing van de belasting op de masten, pylonen of antennes, het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst."

**Art. 7.** Artikel 9 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2013, wordt aangevuld met een 6°, luidend als volgt :

6° voor de toepassing van de belasting op de masten, pylonen of antennes, de directeur van de Directie Geschillen inzake Onroerende en Milieufiscaliteit van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigde ambtenaar."

**Art. 8.** Artikel 23 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2010, wordt aangevuld met een vijfde streepje, luidend als volgt :

“- voor de toepassing van de belasting op de masten, pylonen of antennes, de directeur van de Directie Geschillen inzake Onroerende en Milieufiscaliteit van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigde ambtenaar.”.

**Art. 9.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage ingevoegd, als bijlage bij dit besluit gevoegd.

**Art. 10.** De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 oktober 2014.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX

Bijlage

**Jaarlijkse aangifte in de belasting op de masten, pylonen en antennes**

Deze aangifte, behoorlijk ingevuld, voor echt verklaard, gedateerd en ondertekend, moet binnen de vijftien dagen na datum van verzending van dit schrijven aan bovenvermelde Dienst worden gezonden.

Decretale rechtsgrond :

Decreet houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2014.

Decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen.

Kader voorbehouden aan de administratie

Belastbare periode

Aanslagjaar :

Verzendingsdatum van de aangifte :

Ontvangstdatum :

**I.** Totaal aantal locaties uitgebaat door de operator op 1 januari van het aanslagjaar op het grondgebied van het Waalse Gewest.

è

De operator moet als bijlage de lijst met de uitgebatede locaties verstrekken met vermelding van : gemeente, postcode, adres of coördinaten van de locatie.

**II.** Identificatie van de operator van de masten, pilonen of antennes :

Naam of firmanaam :

Straat en nummer :

Postcode :

Gemeente :

Tel. :

Fax

Ondernemings- of btw-nummer :

Ondergetekende ..... bevestigt dat deze aangifte, met inbegrip van de in bijlage gevoegde stukken, juist is.

Te ..... (datum)

Naam, hoedanigheid en ondertekening van de aangever/aangeefster,

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen.

Namen, 23 oktober 2014.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX